



Le 3 décembre 2020

Membres du Comité permanent du patrimoine canadien
Aux soins de Thomas Bigelow, greffier du Comité
131, rue Queen, 6^e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

**Conseil d'administration
de l'ACP**

Membres

Melissa Pitts
Présidente, ACP
Directrice, UBC Press

Ruth Linka
Vice-présidente, ACP
Éditrice associée,
Orca Book Publishers

Karen Boersma
Trésorière, ACP
Éditrice, Owlkids Books

Todd Besant
Secrétaire, ACP
Directeur général, ARP
Books

Glenn Rollans
Ancien président, ACP
Associé, Brush Education
inc.

*Membres à titre
personnel*

Lily Bergh
Vice-présidente et
éditrice, Canadian
Scholars

Terrilee Bulger
Directrice générale,
Nimbus, Éditrice, Acorn
Press

David Caron
Coéditeur et président,
ECW Press

Amanda Crocker
Éditrice en chef,
Between The Lines

Brian Lam
Président et éditeur,
Arsenal Pulp Press

Lara Mainville
Directrice, Presses de
l'Université d'Ottawa

Brendan Ouellette
Gestionnaire de projet
numérique, Annick Press

Kate Edwards
Directrice générale, ACP

Envoyé par courriel : chpc@parl.gc.ca

Mesdames et Messieurs les membres du Comité permanent du patrimoine canadien,

Au nom de l'Association of Canadian Publishers (ACP), je suis heureuse de présenter un mémoire en réponse à votre étude sur les « Défis et enjeux auxquels sont confrontés les secteurs des arts, de la culture, du patrimoine et du sport pendant la pandémie de COVID-19 ».

Comme d'autres industries culturelles, les activités du domaine de l'édition ont été gravement perturbées par la pandémie de COVID-19. Parmi les éditeurs anglophones, 36 % prévoient une diminution des ventes de plus de 40 % en 2020, et 10 % prévoient une diminution de plus de 60 %. La baisse des ventes entraîne une baisse des redevances versées aux auteurs et limite la capacité des éditeurs à investir dans de nouveaux titres et à conserver leur niveau de dotation. Seulement 33 % des éditeurs sont convaincus qu'ils seront en mesure de maintenir leurs programmes d'édition au même niveau qu'avant la pandémie. Les préoccupations relatives au flux de trésorerie sont majeures. De moyen à long terme, il se peut que les distributeurs ne soient pas en mesure de payer les éditeurs avec une certaine régularité.

Nos recommandations visant à soutenir la reprise sont formulées dans le mémoire se trouvant en pièce jointe, qui a aussi été transmis au Cabinet du ministre Steven Guilbeault dans le cadre du processus de planification de la reprise du ministère du Patrimoine canadien. J'ai aussi placé en pièce jointe un document d'information sur le flux de trésorerie des éditeurs, qui donne un aperçu des raisons pour lesquelles, compte tenu des restrictions imposées pendant la pandémie de COVID-19, ce flux demeurera problématique pour les éditeurs au moins jusqu'en 2021.

Nous serions heureux de vous fournir des renseignements supplémentaires, au besoin. Je vous remercie de l'attention constante que vous accordez à notre industrie et aux enjeux auxquels nous sommes confrontés.

Je vous prie d'accepter, Mesdames et Messieurs, l'expression de mes sentiments distingués,

La directrice exécutive,
[SIGNATURE]

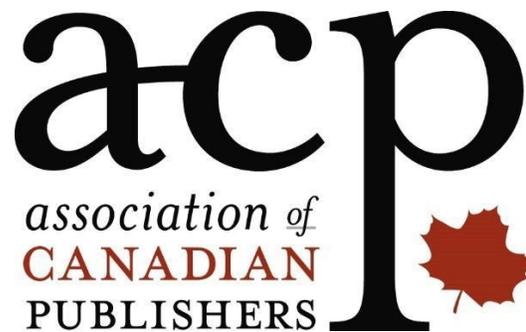
Kate Edwards
Kate_Edwards@canbook.org

Pièces jointes

**Résilience, agilité et innovation :
la relance après la pandémie de COVID-19 pour les éditeurs**

**Mémoire de l'Association of Canadian Publishers
rédigé à l'intention de Patrimoine canadien**

Mis à jour en novembre 2020



Résumé des recommandations

1. Accroître la compétitivité des éditeurs canadiens dans le contexte économique postérieur à la pandémie de COVID-19 en faisant passer immédiatement le budget permanent annuel du Fonds du livre du Canada de 38,4 M\$ à 58,4 M\$.
2. Fournir une aide d'urgence supplémentaire en renouvelant le Fonds d'urgence pour soutenir les organisations culturelles, patrimoniales et sportives.
3. Mettre en œuvre des solutions fondées sur le marché qui favorisent la rémunération équitable des titulaires de droits pour l'utilisation d'œuvres protégées par le droit d'auteur grâce à la réforme de la *Loi sur le droit d'auteur*.
4. Stimuler l'économie locale en instaurant des mesures favorisant l'achat et la lecture de livres canadiens.

A. Introduction

L'Association of Canadian Publishers (ACP) représente 115 éditeurs de livres, qui se trouvent dans les 10 provinces canadiennes ainsi qu'au Nunavut. Nos membres sont des entreprises indépendantes détenues et exploitées par des Canadiens, et ils apportent une contribution essentielle aux industries créatives. Avec nos homologues francophones, chaque année, nous sommes responsables de 80 % des nouveaux livres d'auteurs canadiens publiés et nous contribuons à une industrie de 1,6 milliard de dollars.

Les éditeurs sont au cœur de la chaîne d'approvisionnement du livre et entretiennent des relations d'affaires directement avec les auteurs, les illustrateurs, les imprimeurs, les distributeurs, les librairies, les bibliothèques et le secteur de l'éducation. En tant que propriétaires de petites entreprises, nous contribuons aux économies locales; les maisons d'édition de langue anglaise génèrent à elles seules des retombées économiques des 454,9 M\$¹ et créent des emplois pour 5 940 équivalents temps plein².

Comme d'autres industries, les activités du domaine de l'édition ont été gravement perturbées par la pandémie de COVID-19. Parmi les éditeurs anglophones, 36 % prévoient une diminution des ventes de plus de 40 % en 2020, et 10 % prévoient une diminution de plus de 60 %³. La baisse des ventes entraîne une baisse des redevances versées aux auteurs et limite la capacité des éditeurs à investir dans de nouveaux titres et à conserver leur niveau de dotation.

Seulement 33 % des éditeurs sont convaincus qu'ils seront en mesure de maintenir leurs programmes d'édition au même niveau qu'avant la pandémie⁴. Les flux de trésorerie sont primordiaux. De moyen à long terme, il se peut que les distributeurs ne soient pas en mesure de payer les éditeurs avec une certaine régularité.

¹ Nordicity, *The Canadian English-Language Book Publishing Industry Profile*, 2018, p. 4.

² Nordicity, p. 10.

³ Enquête auprès des membres de l'ACP, novembre 2020.

⁴ Enquête auprès des membres de l'ACP, novembre 2020.

La fermeture inattendue des commerces de détail, des écoles et des bibliothèques, la perturbation des chaînes d'approvisionnement à l'échelle locale et internationale, la diminution du tourisme et l'annulation généralisée d'activités ont une incidence négative sur les revenus et créent une incertitude sans précédent sur les marchés. Parallèlement, la pertinence des livres suscite un vif intérêt. On note une augmentation de la demande de livres imprimés et numériques chez les consommateurs, les bibliothèques publiques et les éducateurs, ce qui confirme l'importance du rôle que peuvent jouer les éditeurs dans la reprise économique.

Les éditeurs sont reconnaissants de la réaction rapide du gouvernement à la pandémie de COVID-19, qui a permis au secteur de conserver sa capacité de publication tout au long de 2020. Parmi les membres de l'ACP, 50 % ont profité de la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), et 44 % du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC)⁵. Nous sommes encouragés par l'engagement du gouvernement à prolonger ces programmes en 2021.

L'attribution accélérée du Fonds du livre du Canada 2020-2021 et du financement du Conseil des arts du Canada a également contribué à atténuer les difficultés qui se sont posées au printemps en ce qui a trait au flux de trésorerie, particulièrement pour les entreprises qui n'étaient pas admissibles aux prestations universelles. Dans le cadre de la phase 1 du Fonds d'urgence pour soutenir les organismes chargés de la culture, du patrimoine et du sport, il a été recommandé d'octroyer des fonds d'urgence de 7,9 M\$ par l'entremise du Fonds du livre du Canada afin d'aider 236 éditeurs à réagir à la crise⁶. Quarante-sept autres éditeurs de livres sont admissibles à l'aide fournie dans le cadre de ce programme par l'entremise du Conseil des arts du Canada⁷ (montant à confirmer). Les 10 M\$ investis récemment dans le programme temporaire de soutien à la distribution permettront de maintenir les flux de trésorerie dans la chaîne d'approvisionnement du livre. Nous sommes impatients d'évaluer l'efficacité de cette mesure en consultation avec les responsables de Patrimoine canadien au cours des prochains mois.

Des programmes actuellement offerts aident les éditeurs à traverser la crise dans l'immédiat, mais les entreprises seront confrontées aux gros des problèmes à compter en 2021 et au cours des années suivantes. Il faudra faire preuve de résilience, de souplesse et d'innovation compte tenu de l'incertitude du marché de détail, de la vulnérabilité de la chaîne d'approvisionnement et d'une multitude de difficultés en matière de ventes et de marketing. Les éditeurs indépendants, qui ont l'habitude de s'adapter aux conditions difficiles sur le marché, possèdent ces capacités. Cependant, compte tenu de l'ampleur de la crise, une intervention gouvernementale en matière de politiques et des investissements stratégiques sont essentiels si l'on veut protéger l'infrastructure d'édition actuelle et stimuler les ventes, pour assurer non seulement la survie, mais aussi la prospérité de l'industrie au cours des prochaines années.

⁵ Enquête auprès des membres de l'ACP, novembre 2020.

⁶ Source : personnel de Patrimoine canadien, juillet 2020.

⁷ Source : personnel du Conseil des arts du Canada, juillet 2020.

B. Répercussions de la COVID-19

La pandémie a amplifié les difficultés qui font que le marché des livres en anglais au Canada est l'un des plus concurrentiels au monde.

Un marché intérieur petit et concurrentiel

- Amazon domine les ventes en ligne et profite de la récente augmentation des achats en ligne. Cependant, ses modalités commerciales font en sorte que la marge bénéficiaire des éditeurs sur les livres vendus est faible, voire nulle,.
- Chapters-Indigo domine les ventes de livres imprimés au Canada anglais. Compte tenu de la fermeture permanente de commerces causée par la pandémie de COVID-19, les membres de nombreuses collectivités ne peuvent plus se rendre physiquement dans une librairie, ce qui fait en sorte que les consommateurs se tournent encore plus vers l'achat sur les canaux en ligne.
- Des libraires indépendants se sont adaptés rapidement et offrent une variété d'options de magasinage, comme le magasinage en ligne, la cueillette à l'auto et le magasinage en boutique, lorsque cela est possible. Les efforts qu'ils déploient en vue d'assurer le maintien des ventes sont considérables, et, comme pour d'autres parties de la chaîne d'approvisionnement, l'avenir paraît incertain.
- Pour compenser la petite taille du marché intérieur, les éditeurs misent habituellement sur les possibilités de ventes à l'étranger, mais les restrictions de voyage et l'annulation de salons commerciaux d'envergure aux États-Unis et à l'étranger limitent ces possibilités. Le retour à la normale sur le plan commercial est lié à la reprise mondiale après la pandémie de COVID-19.
- En résumé, le secteur demeure concentré et fragile, et la diminution des recettes tirées des ventes, que ce soit en boutique ou en ligne, peut avoir des conséquences dévastatrices.

Découvertes

- La fréquentation des libraires et des bibliothèques publiques est l'une des façons par lesquelles les lecteurs découvrent le plus souvent de nouveaux livres⁸. Comme les possibilités de feuilleter des livres en personne sont moindres, les possibilités de découvertes le sont aussi, particulièrement pour les livres écrits par de nouveaux auteurs. Les lecteurs sont plus susceptibles de se replier sur des ouvrages à succès ou sur des titres étrangers faisant l'objet d'une promotion intense.
- Le marketing s'effectue davantage en ligne. Celui effectué par l'entremise des médias sociaux et des courriels permet de communiquer directement avec les lecteurs, mais les

⁸ BookNet Canada, *Canadian Leisure & Reading Study 2020*, 2020, p. 20.

éditeurs sont en concurrence non seulement les uns avec les autres, mais aussi avec d'autres dirigeants d'industries qui misent sur la promotion Web.

Retours

- Une mesure que l'on a instaurée pendant la Grande Dépression pour inciter les libraires à offrir des livres de nouveaux auteurs est qu'il est possible de renvoyer les livres invendus, qui sont intégralement remboursables.
- Compte tenu de l'annulation de salons du livre et d'autres événements littéraires, ainsi que de la baisse du tourisme, les livres ne se vendent pas. Les détaillants, dont les revenus ont aussi baissé, renvoient les articles invendus en stock pour obtenir un crédit, ce qui réduit les ventes ultérieures des éditeurs et exerce une pression sur leur trésorerie et sur celle des distributeurs.

Transition vers le numérique

- Les éditeurs produisent des livres en différents formats numériques, mais le rendement des investissements dans la production numérique est graduel. Les ventes de livres imprimés demeurent au cœur du modèle d'affaires des éditeurs.
- La demande de produits numériques augmente en raison de la pandémie, tant pour les consommateurs que pour les clients institutionnels, mais les revenus générés par ces ventes sont loin de compenser la diminution des ventes de livres imprimés.

Accès limité aux capitaux

- L'édition est un secteur à faible marge bénéficiaire, la création de nouveaux titres nécessite des investissements à long terme, et les éditeurs indépendants ont un accès limité à des fonds. Dans les meilleures conditions, ces difficultés financières continues nuisent à la stabilité et limitent la croissance, mais, en période d'incertitude économique généralisée, la viabilité des entreprises est exposée à un plus grand risque.
- Le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes a contribué à combler l'écart, mais les limites du crédit commercial exercent des pressions. La capacité des éditeurs à s'adapter à l'évolution des conditions du marché et à saisir les occasions est compromise.

Lacunes du cadre du droit d'auteur

- La *Loi sur la modernisation du droit d'auteur* et des politiques inéquitables en matière de reproduction entraînent des effets néfastes importants sur les revenus des ventes aux établissements d'enseignement en plus de réduire la capacité des éditeurs d'investir dans de nouvelles œuvres.
- Depuis le début de la pandémie, on observe une augmentation du nombre d'appels

d'utilisateurs qui plaident pour un élargissement des dispositions d'utilisation équitable et qui s'attendent à obtenir du contenu gratuitement ou à un prix fortement réduit. L'inquiétude à savoir que les mesures d'urgence temporaires deviendront permanentes ne cesse de grandir.

C. Outils de relance

Grâce aux investissements judicieux du gouvernement et à des politiques publiques visionnaires, les éditeurs canadiens ont bâti une industrie reconnue partout dans le monde pour son excellence en matière d'édition, sa créativité et son innovation. On soulignera cette excellence à la Foire du livre de Francfort en 2021, un événement d'envergure internationale, où le Canada sera un invité d'honneur; la Foire, initialement prévue pour 2020, a été reportée. Nous remercions le ministre Guilbeault et les responsables de Patrimoine canadien pour leur engagement continu à l'égard de cette initiative.

Les éditeurs veulent faire connaître les meilleurs talents du Canada en matière d'écriture et d'édition à Francfort en 2021, et les intervenants l'industrie s'emploient activement à se remettre de la crise de la COVID-19. Le gouvernement doit intervenir pour veiller à ce que l'infrastructure d'édition, qui s'est consolidée au cours des 50 dernières années, demeure viable en 2021 et au-delà.

Nous recommandons d'inclure les mesures énoncées ci-dessous dans le plan de rétablissement de Patrimoine canadien des suites de la pandémie de COVID-19.

Recommandation 1 : Accroître la compétitivité des éditeurs canadiens dans le contexte économique postérieur à la pandémie de COVID-19 en faisant passer immédiatement le budget permanent annuel du Fonds du livre du Canada de 38,4 M\$ à 58,4 M\$.

Le gouvernement et l'industrie reconnaissent largement la nécessité d'augmenter le budget du Fonds du livre du Canada avant la pandémie de COVID-19. La pandémie a fait en sorte que cette augmentation, qui se fait attendre depuis longtemps, est maintenant d'une importance cruciale. Tout comme les membres de l'Association nationale des éditeurs de livres, nous demandons au gouvernement d'augmenter les investissements dans le programme. Les ressources actuelles du Fonds du livre du Canada sont inadéquates pour traverser cette crise sans précédent.

Recommandation 2 : Fournir à l'industrie du livre une aide d'urgence continue en renouvelant le Fonds d'urgence pour soutenir les organismes chargés de la culture, du patrimoine et du sport.

Des programmes actuellement offerts aident les éditeurs à traverser la crise dans l'immédiat, mais ceux-ci seront confrontés aux gros problèmes à compter du début de l'année 2021. Compte tenu de l'ampleur de la crise, des investissements supplémentaires d'urgence temporaires dans le secteur sont essentiels si l'on veut protéger les infrastructures d'édition actuelles et stimuler les ventes. Une telle aide permettra aux éditeurs de continuer à réaliser les investissements nécessaires dans les ventes et le marketing des livres qui seront lancés en 2021, ainsi que dans la conception éditoriale des titres à

paraître jusqu'en 2022, voire plus loin.

Nous recommandons au gouvernement de prendre les mesures suivantes :

- fournir une aide d'urgence supplémentaire aux éditeurs de livres en prolongeant le Fonds d'urgence pour soutenir les organismes chargés de la culture, du patrimoine et du sport (c'est-à-dire en effectuant une deuxième série d'investissements au même niveau qu'au cours de la phase 1);
- fournir une aide d'urgence supplémentaire pour soutenir le secteur de la distribution et de la vente au détail de livres au Canada en prolongeant le Fonds d'urgence pour soutenir les organismes chargés de la culture, du patrimoine et du sport (c.-à-d. en effectuant une deuxième série d'investissements au même niveau qu'au cours de la phase 2);
- peaufiner le programme de soutien à la distribution (phase 2), au besoin, en fonction des résultats de l'investissement initial et d'autres consultations menées auprès de l'industrie du livre.

Recommandation 3 : Mettre en œuvre des solutions fondées sur le marché qui favorisent la rémunération équitable des titulaires de droits pour l'utilisation d'œuvres protégées par le droit d'auteur grâce à la réforme de la *Loi sur le droit d'auteur*.

Nous avons une position qui a fait ses preuves quant à la nécessité de la réforme du droit d'auteur. Les interprétations arbitraires des intervenants du secteur de l'éducation en ce qui a trait à l'utilisation équitable depuis 2012 et les politiques de reproduction illégales ont des conséquences néfastes sur le marché. Le passif cumulatif du secteur s'élève maintenant à plus de 150 M\$ en droits de licence uniquement, et cette perte est exacerbée par la perte des ventes principales de livres, dont la valeur est inconnue.

La pandémie de COVID-19 a révélé des lacunes de longue date dans la *Loi sur le droit d'auteur*. Le cadre juridique qui devrait régir notre industrie n'incite actuellement pas les éditeurs à effectuer les investissements dans le contenu et l'infrastructure rendus nécessaires par les demandes liées à la pandémie; le marché éducatif fonctionne mal. Comme les établissements d'enseignement primaire et secondaire offrent un apprentissage en ligne ou mixte cette année, il faut de toute urgence établir clairement en quoi consiste l'utilisation équitable pour veiller à ce que les créateurs et les éditeurs soient rémunérés équitablement pour l'utilisation de leur travail et pour favoriser le maintien de l'approvisionnement en ouvrages pédagogiques canadiens.

Nous nous joignons aux responsables d'autres organisations du secteur de la rédaction et de l'édition pour recommander que :

- dans le secteur de l'éducation, le principe de l'utilisation équitable devrait s'appliquer uniquement lorsqu'un ouvrage n'est pas offert sur le marché aux termes d'une licence appartenant au titulaire du droit d'auteur ou à une société de gestion des droits;

- les tarifs établis par la Commission du droit d’auteur doivent être obligatoires;
- toutes les sociétés de gestion collective des droits d’auteur doivent avoir accès à des dommages-intérêts d’origine législative adéquats.

Recommandation 4 : Stimuler l’économie locale en instaurant des mesures favorisant l’achat et la lecture de livres canadiens.

Nous encourageons les responsables de Patrimoine canadien à défendre les mesures pangouvernementales qui aideraient l’industrie du livre à se remettre de la pandémie de COVID-19 :

- donner suite à la demande des éditeurs et des détaillants canadiens de livres que soient appliqués les tarifs des documents de bibliothèque de Postes Canada dans le secteur afin de permettre d’améliorer la compétitivité et de soutenir l’exécution des commandes en ligne, qui connaissent une augmentation;
- à la demande du secteur des bibliothèques canadien, soutenir les initiatives qui favoriseront l’achat, auprès de fournisseurs canadiens, de livres écrits et publiés par des Canadiens;
- donner suite aux demandes des distributeurs de livres canadiens en ce qui a trait à un programme de cautionnements de prêts qui les aiderait à continuer de payer les éditeurs pendant une période marquée par la lenteur des paiements des détaillants;
- instaurer un crédit d’impôt pour les consommateurs afin de les inciter à acheter des livres canadiens, de contribuer à accroître la promotion de ces livres au détail et d’encourager les consommateurs à dépenser.

D. Harmonisation avec le cadre de relance de Patrimoine canadien

Les mesures énoncées ci-dessus auraient une incidence significative sur l’industrie du livre et l’aideraient à se rétablir de la pandémie de COVID-19. Collectivement, elles s’harmonisent également avec le cadre de relance de Patrimoine canadien des suites de la pandémie de COVID-19 :

1. favoriser la viabilité de l’écosystème des arts et de la culture en garantissant des sources de revenus plus stables pour les organisations et une meilleure rémunération pour les artistes, les créateurs et les acteurs culturels;
2. accroître la demande pour l’art, les productions et les produits culturels canadiens;
3. augmenter le nombre de membres de groupes sous-représentés et de ceux en quête d’équité qui peuvent gagner leur vie grâce à la création et à la production dans le milieu des arts et de

la culture, et à la participation au sport, y compris à des postes de gestion et de direction;

4. réduire l’empreinte écologique des secteurs des arts, de la culture, du patrimoine et des sports.

De nouveaux investissements dans l’industrie par l’entremise du Fonds du livre du Canada et du Fonds d’urgence pour soutenir les organisations chargés de la culture, du patrimoine et des sports de Patrimoine canadien permettraient d’obtenir les résultats suivants :

- **accroître la demande** pour les livres canadiens grâce à l’aide destinée à amplifier les efforts en matière de ventes et de marketing, et **améliorer la rémunération** des créateurs et des travailleurs du milieu de la culture parallèlement à l’augmentation des ventes de livres canadiens;
- soutenir les **investissements** dans la préparation de livres à paraître, y compris le **paiement d’avances** aux créateurs;
- encourager la **mise à l’essai de nouveaux modèles de licences** pour les travailleurs des bibliothèques et du secteur de l’éducation, afin de leur permettre de continuer à enrichir leurs collections numériques et d’**améliorer l’accès au contenu canadien** en réaction à la pandémie tout au long de 2021;
- **accroître le nombre d’activités d’exportation**, y compris la mise à l’essai de **nouvelles plateformes de commerce électronique interentreprises et d’outils en ligne** pour joindre des partenaires internationaux pendant que les déplacements jusqu’aux événements internationaux restent limités;
- soutenir les mesures de **planification de la relève**, y compris des initiatives visant à préparer de nouveaux professionnels du domaine de l’édition provenant de **divers milieux** à occuper des postes de gestion et de direction;
- amplifier les répercussions du Fonds du livre du Canada en accordant la priorité à l’aide destinée aux maisons d’édition appartenant à des **Autochtones** et aux membres des **minorités de langue officielle**;
- veiller à ce que les éditeurs canadiens conservent une longueur d’avance en ce qui a trait à la **gestion des stocks** et aux **initiatives axées sur la chaîne d’approvisionnement** qui contribuent à améliorer l’efficacité et à **réduire les conséquences environnementales** sur le marché.

Un cadre de réglementation du droit d’auteur robuste permettra :

- d’assurer la **rémunération équitable des éditeurs et des créateurs** pour l’utilisation de leur travail par les intervenants du secteur de l’éducation;

- de favoriser les **investissements** dans de nouveaux ouvrages pour le secteur de l'éducation canadien;
- de stimuler **l'innovation et l'expérimentation** de **nouveaux produits numériques**, particulièrement en réaction à la pandémie et à la transition vers l'instruction en ligne.

Les mesures qui favoriseront l'achat et la lecture de livres canadiens permettront :

- **d'augmenter** la demande de livres canadiens par les lecteurs et **l'accès** à ces livres;
- de générer des **recettes supplémentaires** pour les éditeurs et **d'accroître l'indemnisation** des auteurs;
- de veiller à la mise en place de **l'infrastructure** nécessaire pour **encourager les investissements** et **l'innovation** dans le contexte économique post-pandémique.

* * * * *

L'ACP est le porte-parole national des éditeurs indépendants de livres en langue anglaise du Canada. Nous aidons nos 115 membres à créer une industrie de l'édition forte et compétitive, appartenant à des Canadiens et qui est durable sur le plan économique.

Pour de plus amples renseignements :

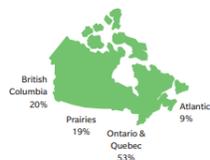
Kate Edwards, directrice exécutive
416-487-6116, poste 2340 | kate_edwards@canbook.org

Crise de liquidités

L'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les éditeurs canadiens



245 English-language publishers



GDP impact: \$454.9 million



\$280.3 million labour income
5,940 full-time jobs

\$404 million in revenue



86% of revenue is from Canadian-authored works
78% of new titles published every year are by Canadian authors

[TRADUCTION DE L'IMAGE]

Aperçu		
245 éditeurs de livres de langue anglaise	Incidence sur le PIB : 454,9 M\$	Recettes de 404 M\$
Colombie-Britannique 20 %	280,3 M\$ en revenus du travail	86 % des recettes proviennent d'ouvrages d'auteurs canadiens
Prairies 19 %	5 940 emplois à temps plein	78 % des nouveaux ouvrages publiés chaque année sont des livres d'auteurs canadiens
Ontario et Québec 53 %		
Atlantique 9 %		

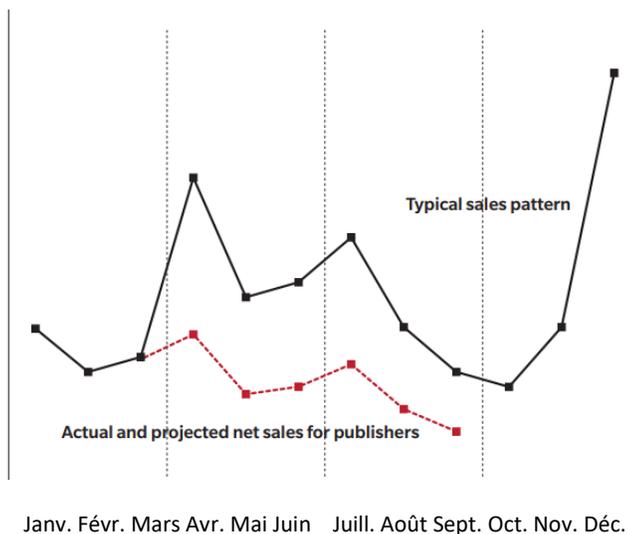
Une année à nulle autre pareille

**Un coup d'œil sur 2020

La pandémie est incroyablement difficile pour les éditeurs de livres canadiens. Les librairies ont fermé leurs portes pendant des mois et les ventes en ligne ne compensent pas l'absence des consommateurs dans les magasins. Les dirigeants de BookNet Canada constatent que les ventes de consommation ont diminué de 24 % tout au long du printemps et au début de l'été. Pendant certaines semaines, elles avaient chuté à près de la moitié (44 %) de ce qu'elles étaient à la même période en 2019.

Les fermetures de magasins au printemps ont entraîné des répercussions durables sur le flux de trésorerie des éditeurs canadiens, même si les ventes en librairie ont remonté à l'été 2020. Il en est ainsi parce que les ventes aux consommateurs ne dressent pas un portrait global de la situation dans l'industrie canadienne du livre cette année. Nous nous pencherons sur ce qui a créé cette situation dans les pages suivantes, mais pour l'instant, examinons le graphique qui illustre à quel point les ventes des éditeurs sont très différentes de ce qu'elles sont habituellement sur une année.

Les dernières statistiques obtenues dans le cadre d'une enquête révèlent que 72 % des éditeurs prévoient une diminution de plus de 20 % de leurs recettes de ventes en 2020, tandis que 36 % s'attendent à une diminution de plus de 40 %.



[TRADUCTION DE L'IMAGE]

	Profil des ventes habituel
Ventes nettes réelles et prévues pour les éditeurs	

Les données de BookNet Canada illustrent la répartition habituelle des ventes de livres de fiction. D'autres catégories de livres dépendent elles aussi des ventes effectuées en novembre et en décembre.

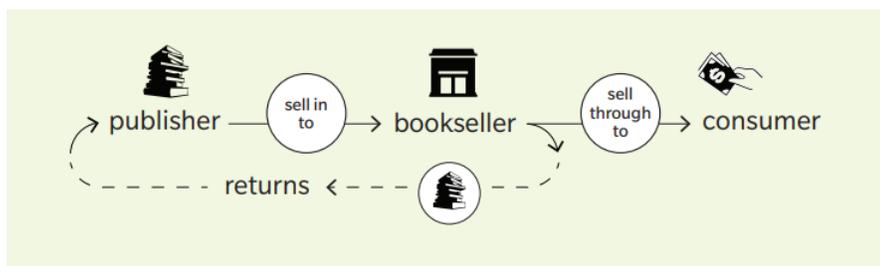
Ralentissement de la chaîne d’approvisionnement

Incidence de la fermeture

Lorsque les fermetures liées à la pandémie de COVID-19 sont survenues au printemps, les librairies n’étaient pas en mesure d’acheter autant de livres aux éditeurs qu’à l’habitude et ont fini par voir leurs stocks augmenter en raison de la faiblesse des ventes de consommation. Comme les librairies devaient conserver des liquidités et réduire leurs comptes fournisseurs, elles ont été nombreuses à retourner davantage de livres aux éditeurs.

Anatomie d’un retour

Les retours, qui sont une caractéristique du marché propre à l’industrie, sont apparus il y a des décennies. En résumé, si les magasins estiment que certains livres ne se vendent pas assez bien ou assez vite, ils peuvent les retourner aux éditeurs. Au lieu de recevoir des paiements en argent, les éditeurs reçoivent une boîte de livres.



[TRADUCTION DE L’IMAGE]

éditeur	vente	libraire	vente	consommateur
	retours			

Tous les éditeurs canadiens ont vu leurs ventes chuter au printemps en raison des fermetures, et nombre d’entre eux ont aussi eu à composer avec une augmentation du nombre d’articles retournés tout au long de l’été. Tout l’écosystème de l’industrie a été perturbé, ce qui a entraîné un problème de liquidités qui a menacé une multitude d’emplois partout au pays.

Le gouvernement du Canada est intervenu immédiatement et a offert de l’aide à l’industrie, ce qui a permis d’éviter le scénario le plus pessimiste que de nombreuses personnes redoutaient, soit le congédiement du personnel à temps plein ou des fermetures permanentes.

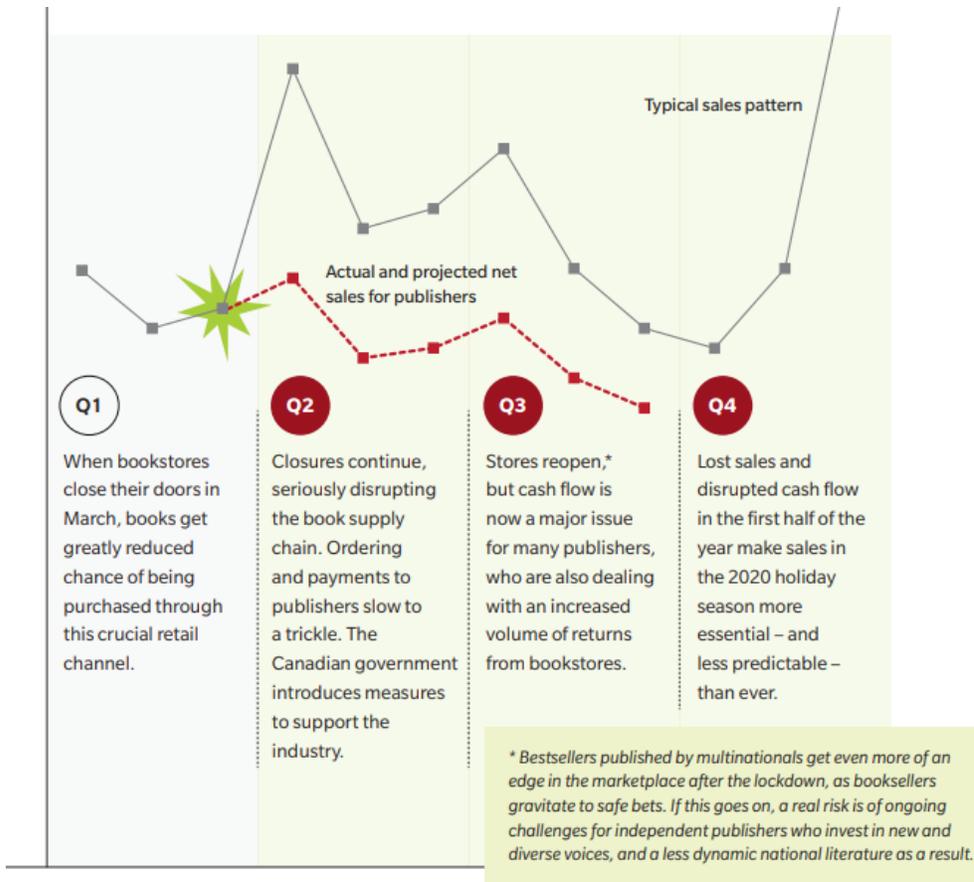
Malgré cela, cette année, plus du tiers des éditeurs indépendants du Canada s’attendent à ce que leurs recettes de ventes reculent de 50 % par rapport à ce qu’elles étaient en 2019.

« Malgré tous les défis que nous avons dû surmonter cette année, nous pouvons compter sur le soutien indéfectible de notre gouvernement et de l’Association of Canadian Publishers. Leurs efforts exceptionnels pour assurer la survie des éditeurs pendant la crise m’ont poussée à travailler plus fort que jamais dans mon entreprise. Notre contribution au Canada était manifestement considérée comme essentielle [TRADUCTION]. »

*Catherine Gerbasi, éditrice de **Portage & Main Press** et cofondatrice de **HighWater Press***

Perturbations et incertitude

Étude des facteurs ayant une incidence sur les flux de trésorerie en 2020



[TRADUCTION DE L'IMAGE]

	Ventes nettes réelles et prévues pour les éditeurs			Profil des ventes habituel
T1	T2	T3	T4	
Lorsque les librairies ont fermé leurs portes au mois de mars, la possibilité de vendre des livres par ce moyen de distribution essentiel a grandement diminué.	Les fermetures se poursuivent, ce qui perturbe gravement la chaîne d'approvisionnement des livres. Les commandes et les paiements aux éditeurs connaissent un ralentissement marqué. Le gouvernement du Canada instaure des mesures visant à soutenir l'industrie.	Les commerces rouvrent, mais les flux de trésorerie sont un enjeu important pour de nombreux éditeurs, qui sont déjà aux prises avec une augmentation du volume de retours en provenance de librairies.	Les pertes de ventes et la perturbation des flux de trésorerie au cours de la première moitié de l'exercice font en sorte que les ventes de la période des Fêtes 2020 sont plus essentielles — et moins prévisibles — que jamais.	
		*Les livres à succès publiés par des multinationales ont augmenté encore plus leur avance sur le marché après les fermetures, tandis que les libraires se tournent vers des valeurs sûres. Si les choses restent ainsi, il existe un risque réel que les éditeurs indépendants qui investissent dans des auteurs nouveaux et diversifiés demeurent confrontés à des défis, et qu'en conséquence, la littérature nationale soit moins dynamique.		

« L'incertitude plus grande que jamais qui règne fait en sorte qu'il est presque impossible d'effectuer une planification et une production permettant de satisfaire à la demande. Comme les détaillants passent des commandes plus petites qu'à l'habitude, il est extrêmement difficile de déterminer le nombre d'exemplaires par tirage, et l'exécution de nombreuses petites commandes entraîne une augmentation des coûts d'expédition. Tout cela exerce une pression supplémentaire en une période marquée par l'imprévisibilité du flux de trésorerie [TRADUCTION]. »

*Leigh Nash, éditrice, **Invisible Publishing***

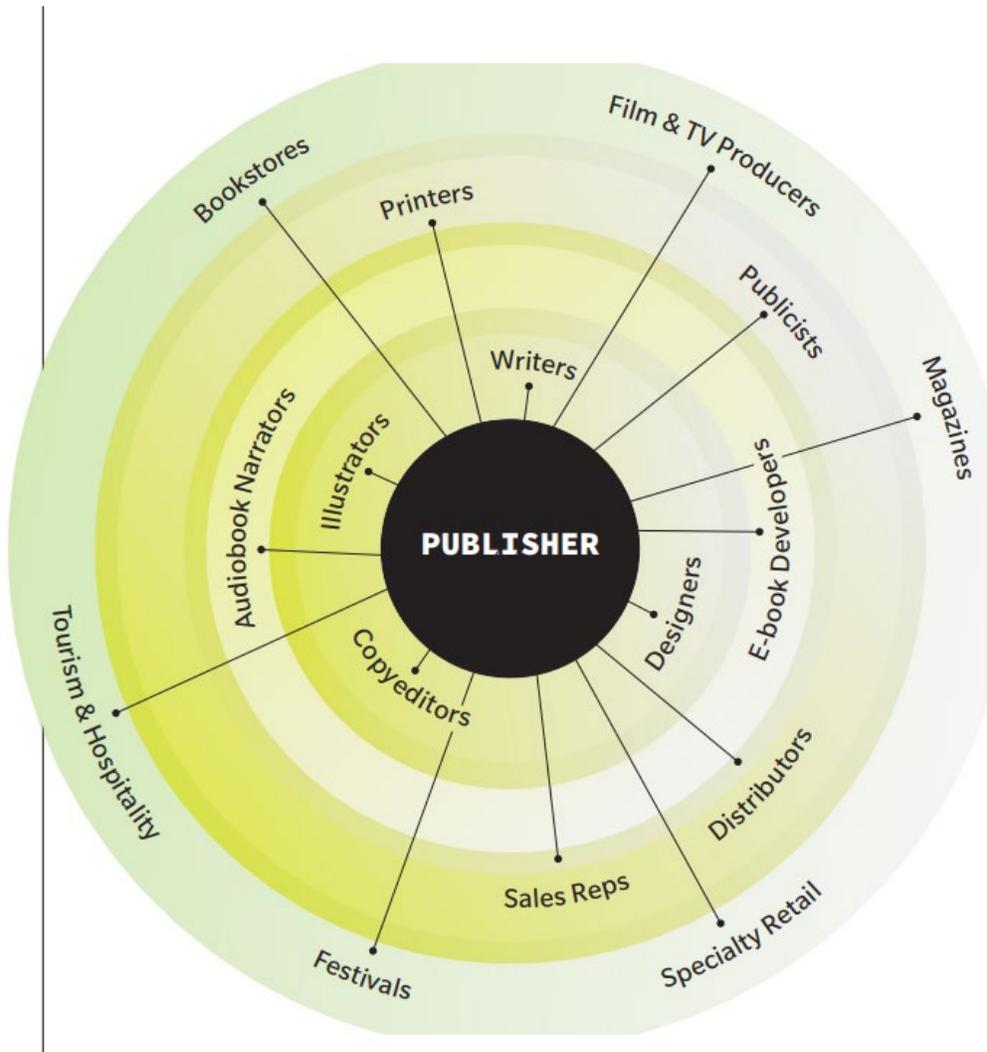
« La pandémie a aidé Amazon à dominer encore plus le marché, ce qui est dangereux pour notre industrie, entre autres. Comme il est beaucoup plus difficile de découvrir des livres moins connus, les livres à succès américains gagnent des parts de marché. Ces tendances, qui profitent uniquement aux géants, sont inquiétantes [TRADUCTION]. »

*Alana Wilcox, éditrice, **Coach House Books***

Réaction en chaîne

Les enjeux de l'interruption du flux de trésorerie

L'existence de flux de trésorerie prévisibles et suffisants permet aux éditeurs de payer des redevances aux auteurs et les salaires des employés, en plus de soutenir d'autres emplois essentiels dans l'écosystème culturel du Canada. Le gagne-pain de nombreuses personnes est en jeu.



[TRADUCTION DE L'IMAGE]

PUBLISHER	ÉDITEUR
Illustrators	Illustrateurs
Writers	Écrivains
Designers	Concepteurs
Copyeditors	Réviseurs
Audiobook Narrators	Narrateurs de livres audio
E-book developers	Concepteurs de livres électroniques
Printers	Imprimeurs
Publicists	Publicistes
Distributors	Distributeurs
Sales Reps	Représentants commerciaux
Bookstores	Librairies
Film & TV Producers	Producteurs de films et de télévision
Magazines	Revue
Specialty Retail	Détaillants spécialisés
Festivals	Festivals
Tourism & Hospitality	Tourisme et hébergement

« Cette année a souligné le caractère essentiel des interventions gouvernementales pour veiller à ce que les livres passent des mains des auteurs à celles des éditeurs, des librairies, des écoles et des bibliothèques, et enfin aux mains des lecteurs et des élèves canadiens. Il n'a jamais été aussi crucial de renforcer l'intégrité de cette chaîne d'approvisionnement

[TRADUCTION]. »

Rebecca Rose, présidente, Breakwater Books Ltd.

Quelles sont les prochaines étapes?

Au moment où vous lisez ces lignes, des milliers de personnes des industries canadiennes de l'édition et de la vente de livres travaillent plus fort que jamais pour que les lecteurs et les personnes à la recherche d'un cadeau puissent se procurer les livres; les ventes des Fêtes sont commencées. Ce qui se produit à l'heure actuelle donnera le ton à la nouvelle année.

« Sans la réaction incroyablement rapide du gouvernement du Canada (y compris par le complément au Fonds du livre du Canada, la Subvention salariale d'urgence du Canada et maintenant le fonds d'urgence pour soutenir les distributeurs), l'année qui s'achève aurait été extrêmement dommageable pour les éditeurs partout au pays et aurait entraîné des répercussions sur nos listes de la prochaine année. Ces programmes font toute la différence [TRADUCTION]. »

*Matt Williams, vice-président aux opérations
House of Anansi Press*



« Le gouvernement a instauré des mesures exceptionnelles pour soutenir notre industrie en cette période des plus difficile. Il convient de souligner à quel point il a appuyé efficacement la chaîne d'approvisionnement des livres tout au long de l'année. Nous espérons que les ventes de livres en librairie seront suffisantes en novembre et en décembre, sans quoi nous devons malheureusement affronter en 2021 la même crise qu'au printemps 2020 en ce qui concerne les flux de trésorerie [TRADUCTION]. »

Hamish Cameron, vice-président à la distribution, University of Toronto Press

« Les huit derniers mois ont été les plus difficiles des 35 années d'existence d'Orca. En tant qu'éditeur et distributeur, nous devons protéger non seulement notre entreprise, mais aussi les éditeurs produisant les livres que nous distribuons. Les flux de trésorerie sont un énorme problème, et bien que la Subvention salariale d'urgence du Canada ait été essentielle à notre survie, notre capacité d'adaptation et d'innovation a été cruciale. Nous avons été en mesure de réduire les coûts et d'ajuster notre programme, mais cette année, nos recettes seront inférieures de près d'un million de dollars. Nous avons refinancé des actifs et emprunté beaucoup d'argent pour nous aider à aller de l'avant. Nous avons la chance d'être propriétaires de l'immeuble dans lequel nous menons nos activités; nous avons donc réussi à obtenir du financement. Cependant, toute l'industrie canadienne connaît des difficultés [TRADUCTION]. »

Andrew Wooldridge, éditeur, Orca Book Publishers

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Kate Edwards, directrice générale,

Association of Canadian Publishers, kate_edwards@canbook.org